

# L'intégration oubliée (l'esprit de la loi)

« Compléments d'informations »

Requête no. 17971/11      17 mars 2012

Hoopman (ii) pour les Pays-Bas



L'intégration constitue l'un des thèmes sociaux les plus épineux. Elle est exploitée dans la stratégie politique et dans les médias en vue de pousser les personnes les unes contre les autres ou de les utiliser les unes contre les autres. Les « *immigrés* » doivent s'adapter, par exemple. Le soussigné ne peut que constater que l'intégration est dans ce cas réduite à une simple question de pouvoir : qui détermine que « l'autre » doit s'adapter ? J'espère que vous sentez vous-aussi que dans ce cadre, l'intention même d'intégration est étouffée dans l'œuf. La concurrence réciproque ne pourra jamais conduire à l'intégration, mais tout au plus au chantage !

L'intégration est la rencontre, par exemple, de deux personnes aux antécédents différents et la curiosité d'apprendre à mieux connaître « *l'autre* ». En apprenant à observer l'autre, nous apprenons également à mieux nous connaître nous-mêmes, car nous apprenons à observer les différences. Rencontrer les autres peut renforcer notre identité intérieure, non pas en l'imposant aux autres, mais en apprenant à reconnaître et à accepter le fait d' « être différent ». Lorsqu'un autre veut vous imposer ses propres valeurs, cela signifie que cet autre nie tout simplement l'essence de votre existence. Psychologiquement, cela signifie qu'il ignore sa propre existence et qu'il a besoin de dominer l'autre pour se tailler sur mesure une identité extérieure à titre de compensation.

Encourager et récompenser ce genre de comportement est sans doute la dernière chose que nous devrions faire, en tant qu'État de droit. Et c'est pourtant bien ce que nous avons adopté inconsciemment comme priorité principale au sein de notre système politico-économique. Ceci rend l'intégration sociale et de droit constitutionnel quasiment impossible, comme on peut le remarquer aujourd'hui dans notre société, avec pour principal symptôme l'effritement de la crédibilité des pouvoirs publics auprès des citoyens. C'est logique, car la politique a laissé réduire son rôle à celui de gardien et de défenseur d'une machine bureaucratique, en favorisant grossièrement ou en diminuant la quantité de l'argent. Les pouvoirs publics ne font plus partie directement et intégralement de la société. Jamais encore il n'y a eu autant d'argent qu'aujourd'hui en circulation dans le monde, alors que simultanément, nous allons d'une crise à l'autre. La politique trouverait-elle un intérêt inconscient à cette multitude de crises et cela signifierait-il alors que nous nous sommes nous aussi inconsciemment trouvés à leur origine ? La crise favorise la pénurie, par exemple en termes de justice et de sécurité, et générera un accroissement de la demande parmi la population. Nous avons ainsi créé de manière inconsciente un cercle vicieux d'impuissance sociale, politique et juridique.

Cette requête n'a pas pour objet de découvrir un responsable, mais plutôt de favoriser une prise de conscience : celle du fait que nous nous trouvons tous sur un même bateau. Nous pouvons rejeter la faute sur le capitaine et ses officiers, mais il importe davantage pour chacun de comprendre pourquoi nous avons fait fausse route.

<b>Deux principes fondamentalement différents pour une société</b>	
<b>A. Profit et croissance.</b>	<b>B. L'article 25.1 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme</b> Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

Vous direz peut-être qu'il n'existe pas une grande différence entre ces deux principes. En prenant pour principe le profit et la croissance (A), le principe (B) devient possible. C'est la logique politico-économique que nous appliquons actuellement. Cela signifie que nous estimons inconsciemment que la communication politico-économique indirecte est

plus importante que la communication directe. La communication indirecte est inévitable dans une société aussi complexe que la nôtre, mais tout l'art « économiste » consiste à la limiter autant que possible, sous peine de la voir *s'isoler et se désintégrer en une vérité en soi*.

Le problème du *profit* et de la *croissance* comme principe pour notre communication économique est que ce principe ne crée aucune base commune et ne comporte aucun cadre en soi, ce qui conduit à une division horizontale des pouvoirs qui interdit l'intégration verticale.

L'article 25.1 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme part du fondement, raison pour laquelle nous accordons une priorité pragmatique et fondamentale à la sécurité et à la justice. Ce fondement commun permet l'épanouissement de la nécessaire diversité.

*Et si les pouvoirs publics, les médias, les sciences économiques et l'individu faisaient bien partie intégrante de la société ?*

La concurrence conduit à l'« exclusivité » tandis que l'intention de l'État de droit aspire à l'« inclusivité ». Il s'agit de parvenir à un équilibre, le fondement de l'État de droit ne pouvant se réaliser qu'en partant de l'« inclusivité ».

Le profit en tant que tel ne pourra jamais générer une impulsion en faveur de l'intégration. Les pouvoirs publics et avec eux, dans une large part, les personnes, se sont ainsi détachés inconsciemment de la société. Les pouvoirs publics n'ont plus le réalisme de « *faire avec ce que l'on a* ». Aujourd'hui, la question que nous posons est plutôt : *de l'argent est-il disponible pour le faire ?* Au lieu de nous demander : *qui fait quoi et pourquoi ?* Ceci montre bien que nous nous sommes mis nous-mêmes inconsciemment sur la touche, sauf pour « *la récompense* » que nous voulons si possible connaître à l'avance. Alors que la véritable récompense ne peut être que ce que nous faisons réellement ! Nous avons besoin d'eau, de nourriture, de logement, d'enseignement, de soins de santé et d'infrastructure, et nous ne les obtiendrons que si nous sommes disposés à fournir une contribution réelle et si nous pouvons partager ce qu'il y a, au lieu de nous l'approprier, avant qu'un autre le fasse. ;-)

La conscience que nous nous trouvons tous sur le même bateau est essentielle. La réalisation du fondement commun créera la sécurité chez l'être humain, sécurité sur laquelle le reste de la société pourra s'édifier. Du fait de la concurrence réciproque, nous avons créé une division horizontale des pouvoirs, alors que c'est une division verticale des pouvoirs qui est nécessaire pour garantir l'indépendance et le maintien de l'enracinement de l'individu et des institutions dans le fondement commun. Ce fondement constitue la partie conservatrice de la politique et de la société mais, paradoxalement, pour lui donner aujourd'hui un contenu, un soupçon d'anarchisme est nécessaire, afin de nous tirer de notre léthargie et de nous rendre compte de ce que nous faisons réellement en ce moment. Politiquement, une intégration est nécessaire entre les quatre éléments suivants :

**Anarchisme**  
**Socialisme + Libéralisme**  
**Conservatisme**

L'anarchisme est le plus proche de ce que nous pourrions appeler le processus de démocratisation. La lutte contre les inégalités du pouvoir, la résistance à l'*ordre établi*. Mais pour contenir cette impulsion parfois effrénée, nous avons besoin de solidarité, de liberté et aussi de conservatisme. Mettre en concurrence ces quatre éléments empêchera leur intégration. Aucun n'est plus important qu'un autre, chacun d'eux a besoin des trois autres pour s'épanouir.

Si la concurrence réciproque, le profit et la croissance sont la meilleure synthèse de la société, alors le système politico-économique actuel est sans doute idéal. Mais la croissance et le profit, traduits de manière bureaucratique et appliqués de manière chronique, créent un anarchisme bureaucratique sans cadre et en désintégration. Et comme cela fonctionne effectivement moins bien dans la pratique que ce que nous espérons, nous créons des couches de contrôle hiérarchiques les unes après les autres comme autant de « nouvelles » réponses pour contenir ce monstre.

Par contre, si le fondement de l'existence se résume plutôt par l'approvisionnement alimentaire, le logement, l'enseignement, les soins de santé, l'infrastructure et l'épanouissement personnel, alors il y a du pain sur la planche pour tout le monde, quelles que soient les positions sociales.

La concurrence exige en permanence un arbitrage. Le soussigné sait que quelque quatre-vingt-dix pour cent des requêtes présentées à la Cour européenne sont refusées et que, pour les requêtes qui sont traitées, le jugement est prononcé en moyenne au bout de quatre ans. Vu sous cet angle, on peut peut-être dire qu'il s'agit d'un énorme succès pour la Cour européenne des Droits de l'Homme. Pour sa part, le soussigné estime plutôt qu'il s'agit là d'une illustration du dysfonctionnement de l'État de droit, d'une manière générale.

En termes politiques, on part du principe que le pouvoir nécessite un contre-pouvoir. Ceci peut être vrai dans une certaine mesure, mais s'il est appliqué de manière primaire et dogmatique, ce système devient également une prison réciproque et sans cohérence de « profit & pertes », aux dépens du reste de la société, avec les médias comme bois de chauffage entretenant une polémique en grande partie sans aucun enracinement dans la société (allégorie de la caverne de Platon). Le résultat : des pouvoirs publics et des personnes dépourvus de boussole intérieure. Nous faisons n'importe quoi pour obtenir ou conserver l'« avance ».

*De profonds changements affectent ce que les sociétés démocratiques enseignent aux jeunes, et des changements n'ont pas été suffisamment examinés. Avides de profit national, les États et leurs systèmes éducatifs bradent avec insouciance des atouts indispensables à la survie des démocraties. Si la tendance se prolonge, les États du monde entier produiront bientôt des générations de machines efficaces, mais non des citoyens complets capables de penser par eux-mêmes, de critiquer la tradition et comprendre ce que signifient les souffrances et le succès d'autrui. L'avenir des démocraties mondiales est en jeu.*

Martha Nussbaum dans Les émotions démocratiques

L'intégration oubliée est la compréhension et la conscience du fait que la politique, la justice, les médias, la science et l'individu font partie intégrante de la société. Notre apport individuel sera donc déterminant pour donner naissance à une société ouverte, libre et sûre, et pour la garantir en partant du principe d'un fondement commun équitable et clair pour tous, comme priorité sociale.

Lorsqu'une pomme est vendue et produit dix pour cent de bénéfiques, nous nous faisons croire à nous-mêmes qu'il existe davantage que cette seule pomme, alors qu'en réalité il n'existe qu'elle. L'impôt réel consiste à partager une partie de cette pomme avec d'autres. Bien entendu, nous pouvons en fournir une traduction arithmétique, mais nous devons pouvoir continuer d'observer l'esprit et l'origine de cette traduction, afin d'éviter qu'une nouvelle illusion ne vienne régir notre existence. Nous devons agir avec ce qui est disponible, en commençant par nous-mêmes en relation avec l'autre et avec la terre sur laquelle nous vivons. Chaque contribution sera alors pur bénéfice.